

RAPPORT ANNUEL

2010-2011

Rapport d'activités 2010-2011 & plan d'action
présentés à l'assemblée générale des membres
à Montréal par monsieur Robert A. Dubé,
président du conseil d'administration
le 14 juin 2011

Table des matières

1.	Mission de l'Association, fonctionnement et réalisations	p. 3
1.1.	Objectifs généraux de l'Association	
1.2.	Objectifs spécifiques	
1.3.	Services dispensés	
1.4.	Fonctionnement de l'Association et moyens d'action	
1.5.	Résultats escomptés	
2.	Faits saillants de l'exercice 2010-2011	p. 8
3.	Rapport d'activités 2010-2011	p.10
4.	Perspectives et priorités d'action 2011-2012	p.14
5.	Rapport du Vérificateur externe 2010-2011	p.16
6.	Prévisions budgétaires 2011-2012	p.17
7.	Annexes :	
Annexe 1	Liste des membres du Conseil d'administration 2010-2011	
Annexe 2	Revue de presse à jour 2010-2011	
Annexe 3	Plan stratégique 2011-2015	
Annexe 4	Nouveaux règlements généraux	
Annexe 5	Fiches signalétiques	

1. MISSION DE L'ASSOCIATION, FONCTIONNEMENT ET RÉALISATIONS

Transport 2000 Québec est une association nationale sans but lucratif – entreprise d'action communautaire autonome – incorporée en vertu de la partie III A de la Loi sur les compagnies du Québec. Ses lettres patentes ont été délivrées le 14 juillet 1977. L'Association, qui en est actuellement à sa 34^e année d'existence, a pour mission de **promouvoir les transports collectifs dans une perspective de développement durable et du mieux-être des communautés.**

Transport 2000 Québec poursuit donc une mission d'intérêt public, qui consiste d'abord à assurer la défense des droits et des intérêts des usagers du transport en commun, et incidemment à promouvoir les transports collectifs et l'intermodalité des moyens de transport, dans la perspective d'un système accessible, intégré et efficace aux plans économique et énergétique.

L'Association est administrée par un conseil élu annuellement par les membres, avec la tenue d'une assemblée générale convoquée au moins une fois l'an ; celle-ci approuve les grandes orientations et les budgets, nomme le vérificateur externe, en plus d'approuver les rapports d'activités et financiers. C'est une responsabilité sociale importante et elle est assumée sur une base bénévole.

Transport 2000 est une organisation charitable, bien qu'elle ne dispose pas d'un numéro de charité, assure une fonction de soutien à la communauté, en particulier auprès des clientèles les moins fortunées, et de la population en général. Cette vocation communautaire fait en sorte que nos services sont dispensés gratuitement pour assurer l'encadrement, le soutien technique et certains services documentaires aux membres et autres usagers des transports. Il en va de même pour documenter les médias d'information sur le transport des personnes en général (accès, sécurité, etc.).

1.1 Objectifs généraux de l'Association

- ➔ Assurance du respect des lois et règlements qui déterminent la qualité des services offerts aux usagers et à la population;
- ➔ expression du point de vue des usagers lors des débats sur les grandes orientations à donner au transport des personnes;
- ➔ sensibilisation à une vision et une action globales, à long terme, en matière de transport des personnes;
- ➔ promotion du transport collectif des personnes;
- ➔ développement de l'intérêt des citoyens et des responsables pour les questions relatives aux transports en commun.

1.2. Objectifs spécifiques

- ➔ Favoriser le regroupement des usagers, personnes et organismes préoccupés par l'information, l'éducation et l'action en vue de développer des transports collectifs conçus pour la population, donc former ou soutenir des comités d'usagers sur les dossiers chauds, à travers le Québec, appuyer leur action et identifier des solutions aux problèmes de transport dans leur région;
- ➔ Promouvoir et stimuler le développement de transports collectifs efficients et adaptés aux besoins réels de la population du Québec, dont le taux de motorisation est un des plus bas en Amérique du Nord;
- ➔ Promouvoir le développement de l'intermodalité (trains, autobus, métro, taxi, bicyclette) et du transport semi-collectif (covoiturage, taxi collectif) pour mieux optimiser l'usage de la voiture personnelle;
- ➔ Réaliser des campagnes d'information et de sensibilisation aux transports en commun tant auprès de la population que des gouvernements et du Parlement;
- ➔ Sensibiliser les milieux d'affaires et professionnels impliqués dans le domaine du transport sur la globalité des problèmes soulevés, et soutien des relations entre ceux-ci et les usagers pour trouver des solutions nouvelles;
- ➔ Tenir compte de l'utilisation rationnelle des ressources énergétiques dans le choix des différents modes de transport et compte tenu de leur impact sur l'environnement;
- ➔ Fournir des analyses et proposer des solutions au développement d'une pensée et d'une action à long terme en matière de transport collectif;
- ➔ Diffuser de l'information relative aux nouvelles technologies et nouvelles expériences en matière de transports collectifs qui favorisent la protection de l'environnement.

Historiquement, **Transport 2000 Québec** se préoccupe des divers aspects du transport des personnes tels que la qualité des services, le développement de la technologie en matière de transport, l'accessibilité et le développement de nouveaux services accessibles et structurants pour l'économie du Québec et de ses régions.

Transport 2000 Québec recrute ses membres dans divers milieux, la majorité étant constituée d'usagers. Nous comptons également des entreprises et institutions reliées qui s'intéressent au transport et qui reconnaissent une contribution utile de l'organisme au débat public et à la recherche de solutions.

Transport 2000 Québec s'avère le principal porte-parole des intérêts des usagers du transport en commun. Consultée régulièrement, tant par les médias et divers organismes communautaires que par la population en général, l'association **Transport 2000 Québec** se veut aussi un outil collectif essentiel pour un avenir meilleur en matière de transport urbain et interurbain.

1.3. Services dispensés sur une base continue

- ✓ collaboration avec les comités et associations qui veulent aider et soutenir une clientèle particulière du transport en commun ou le développement de ce mode;
- ✓ regroupement des usagers du transport en commun pour la résolution d'un problème spécifique;
- ✓ **aide à la formulation et à l'acheminement des plaintes et commentaires des usagers; service d'information juridique générale aux usagers;**
- ✓ **information directe à la population sur les acteurs et les institutions du transport des personnes;**
- ✓ recherche spécifique pour améliorer et diversifier les méthodes d'exploitation du transport des personnes;
- ✓ maintien d'une documentation spécialisée dans le domaine du transport des personnes, l'aménagement du territoire, les questions énergétiques et la protection de l'atmosphère;
- ✓ soutien à la formation et au travail des comités d'usagers en fournissant une aide matérielle, en assurant la liaison, en dispensant de l'information; aide à l'utilisateur pour faire valoir son point de vue auprès d'organismes de transport;
- ✓ diffusion de l'information, relations avec les médias, élaboration d'avis, de mémoires, lettres d'appui ou opinions articulées, etc. ; recherches sous un aspect particulier du transport des personnes;
- ✓ collaboration avec les groupes et associations pour les appuyer dans leurs démarches auprès des responsables du transport en commun ; soutien à ces groupes pour l'accès à l'information sur les transports;

- ✓ production d'un magazine d'information et de liaison trimestriel qui touche divers aspects du transport des personnes;
- ✓ toute autre forme de participation qui permette de mieux faire connaître les dossiers qui touchent le transport en commun.

1.4. Fonctionnement de l'Association et moyens d'action

- ✓ **Information aux usagers sur les dossiers qui les préoccupent ainsi que sur leurs droits et obligations;**
- ✓ regroupement des usagers dans des comités structurés, représentatifs des intérêts en jeu;
- ✓ rencontres, ponctuelles ou régulières, avec les intervenants impliqués à divers titres dans un dossier; consultations et rencontres avec les groupes de citoyens et associations de consommateurs;
- ✓ **collaboration avec les médias afin de sensibiliser le public aux besoins des usagers des transports et aux solutions;**
- ✓ représentation des intérêts des usagers auprès des responsables du transport en commun lors d'audiences publiques, de commissions parlementaires, de rencontres informelles, etc.;
- ✓ **recherche thématique dans le domaine du transport des personnes pouvant apporter un éclairage pertinent sur les besoins des usagers et la bonne gouvernance en transport des personnes;**
- ✓ abonnement aux revues de presse, journaux, périodiques, bulletins d'information, etc.

1.5. Résultats escomptés

- ✓ amélioration des services du transport en commun pour satisfaire les besoins des usagers;
- ✓ participation des usagers aux divers stades décisionnels relativement au transport en commun;
- ✓ regroupement des associations et des individus qui ont un intérêt particulier qui concerne le transport en commun; évaluation des moyens que peuvent exercer ces associations et individus; information du public sur les avantages et le rôle du transport en commun dans notre société;

- ✓ développement du transport en commun pour satisfaire les besoins identifiés par les usagers et en faire une alternative valable à l'automobile;
- ✓ amélioration des services aux clientèles particulières telles que les personnes âgées, les personnes à mobilité réduite, les aveugles et les amblyopes, en concertation avec les organismes concernés;
- ✓ prise en considération par les autorités responsables des plaintes et commentaires faits par les usagers;
- ✓ sensibilisation à la sauvegarde et à la revitalisation du patrimoine commun (gares, emprises, etc.).

2. FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE 2010-2011

L'Association aura réussi depuis le printemps 2010 à négocier un virage majeur sous deux aspects, à la fois en matière de communications et dans la révision de son modèle de gouvernance et de bon fonctionnement. D'une part, Transport 2000 a présenté publiquement en juin dernier une nouvelle signature visuelle qui apparaît dans la page de présentation de ce document. D'autre part, la reconstruction de son site Internet a été accompagnée du lancement d'un guide national de l'utilisateur à l'automne 2010, intitulé **Se déplacer autrement au Québec**.

D'ailleurs, une mobilisation nationale sans précédent a permis de compléter une tournée de représentation auprès des dirigeants des 10 principaux réseaux de transport en commun pour la présentation du **Guide** et d'une proposition de **Charte de l'utilisateur**. De plus, une participation au conseil d'administration du Réseau québécois d'action communautaire autonome (RQACA) a assuré un meilleur positionnement de l'organisme – bien sûr – mais une plus grande sensibilisation autour des questions du transport des personnes parmi un bassin potentiel de quelque 4000 organismes actifs au Québec. Transport 2000 est reconnue comme un organisme de défense collective et de promotion des droits des usagers.

L'Association a également procédé à une révision de ses règlements généraux, qui est venue compléter mais surtout clarifier pour le plus grand nombre un processus de refonte réalisé en 2008, tout en assurant l'élaboration d'un code d'éthique pour les administrateurs du Conseil et ses principaux dirigeants. Quatre comités permanents ont été maintenus dans le but d'assurer une meilleure participation des membres en-dehors des instances telles que l'assemblée générale des membres et le Conseil d'administration, en plus d'un jury de sélection des Prix Guy-Chartrand.

En ce qui concerne les politiques tarifaires, l'Association a continué d'intervenir au niveau des politiques tarifaires du transport en commun, tout en portant un intérêt particulier sur la question des politiques sociales avec le recrutement d'un stagiaire en études urbaines. Une assemblée publique d'information et de sensibilisation a été convoquée en novembre à l'Université du Québec à Montréal relativement aux enjeux de financement des services et de politiques tarifaires.

Après avoir réussi à sensibiliser la population dans le cadre de campagnes antérieures sous le thème de Journée de l'air pur, l'organisme a décidé de concentrer désormais ses moyens de communications sur des activités d'information des usagers et du public; outre le Guide, il y a la publication du magazine trimestriel EN TRANSIT et la modernisation du site Web de l'Association, que nous mettons à jour plus aisément tout en surveillant l'achalandage. L'adresse du site est le <http://www.transport2000qc.org>

Au chapitre de la reconnaissance civique, une sixième édition du déjeuner-bénéfice de l'Association s'est tenue à l'hôtel Delta à Montréal pour la remise des Prix Guy-Chartrand et la participation des entreprises et institutions diverses au financement des

activités d'éducation et de recherche pour le transport des personnes au Québec, et ce avec la collaboration d'un comité d'honneur qui accueillait un nouveau président du secteur privé et un nouveau président au Conseil élu en juin 2010.

Pour sensibiliser les exploitants du transport public quant à la place de l'utilisateur dans le système de transport, l'Association a renouvelé sa participation aux colloques annuels des opérateurs municipaux du transport urbain, l'Association du transport urbain du Québec (ATUQ) à Sherbrooke fin octobre de même que l'Association québécoise du transport intermunicipal et municipal (AQTIM) à Magog fin septembre.

Enfin, Transport 2000 a exercé une vigilance de tous les instants dans le cadre du processus de renouvellement des voitures du métro de Montréal, sans compter de nombreuses interventions publiques dans les médias d'information et autres réseaux communautaires et sociaux à l'échelle du Québec. L'Association est aussi un membre actif de Transport Action Canada (auparavant Transport 2000 Canada) et de l'Association canadienne du transport urbain (ACTU).

3. RAPPORT D'ACTIVITÉS 2010-2011

Cette section détaille plus largement les actions et réalisations de Transport 2000 Québec pour la période d'avril 2010 à mars 2011. Ce document sera d'ailleurs sujet à approbation par l'assemblée générale des membres (AGA) le mardi 14 juin prochain. La dernière AGA s'est déroulée le jeudi 3 juin à Montréal, où le rapport annuel et un plan d'action ont été approuvés. Une liste à jour des membres du Conseil d'administration apparaît en première annexe. La revue de presse des interventions du groupe accompagne également le présent dossier (annexe 2). Cette compilation a été effectuée à l'interne.

Le Conseil d'administration s'est réuni à 14 reprises pendant l'exercice fiscal de l'organisme, dont deux séances spéciales sous forme de retraites semi annuelles en octobre et en avril dernier :

- Jeudi 22 avril 2010
- Mercredi 5 mai 2010
- Jeudi 3 juin 2010
- Lundi 21 juin 2010
- Jeudi 15 juillet – conférence téléphonique
- Lundi 23 août 2010
- Samedi 16 octobre 2010 – retraite semi annuelle (un jour)
- Mercredi 10 novembre 2010
- Lundi 13 décembre 2010
- Jeudi 20 janvier 2011
- Mardi 1^{er} mars 2011 – conférence téléphonique
- Jeudi 3 mars 2011
- Mercredi 16 mars 2011
- Dimanche 10 avril 2011 – retraite semi annuelle (un jour)

Le comité exécutif a été aboli en juin dernier mais s'était réuni pour une séance régulière le jeudi 15 avril et pour une séance extraordinaire le lundi 31 mai. Les activités du personnel bénévole, qui sont habituellement au cœur du mouvement national et de la vie associative, sont regroupées en fonction d'instances officielles pour la gestion des dossiers et projets divers : conseil d'administration, comités permanents, comités ad hoc, jury de sélection des Prix Guy-Chartrand, groupes externes partenaires de l'Association.

Représentation des usagers, soutien aux comités locaux et vie associative

Par le biais de son conseil d'administration et de la direction générale, l'Association soutient donc l'action des comités d'usagers en fonction de leurs besoins propres et accompagne ponctuellement les usagers dans leurs représentations, quand elle ne les exerce pas à leur demande. D'abord, des liens ponctuels sont maintenus avec le comité des usagers du transport en commun de Saguenay, de Sherbrooke aussi – qui est en reconstruction. Des interventions publiques ont été effectuées notamment au conseil de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) : pont Champlain et tarif Longueuil.

En plus d'assister à un certain nombre d'assemblées publiques régulières des réseaux de transport (STM notamment), incluant les périodes de questions, Transport 2000 a accompagné les regroupements d'usagers et socio-économiques régionaux à la rentrée automnale, et ce pour faire valoir une proposition de **Charte de l'usager** auprès des 10 directions générales des autorités organisatrices de transport (AOT) constituées en sociétés de transport et en l'Agence métropolitaine de transport (AMT) dans la région de Montréal. C'est un document qui peut être adapté aux réalités régionales.

Du côté du contrôle de la perception tarifaire, la mise en place de la carte à puce sur le réseau montréalais des autobus et du métro a donné lieu l'an dernier à une avalanche de plaintes et de contestations judiciaires à la suite desquelles l'organisme a conseillé les usagers dans l'exercice de leurs droits devant les tribunaux, distinctement des autres formes de représentation administrative qu'ils peuvent exercer individuellement ou collectivement. En décembre et en avril, plusieurs usagers ont été convoqués en Cour municipale et Transport 2000 leur a offert des conseils afin qui leur assura une défense pleine et entière sans avoir besoin de recourir à un avocat. Plusieurs ont été acquittés tandis que d'autres ont conclu une entente à l'amiable (*plea bargaining*).

Transport 2000 a maintenu des liens ponctuels avec le comité consultatif gouvernemental de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale pour maintenir des échanges d'information sur les divers enjeux d'insertion sociale en transport ou autrement. Une collaboration étroite a été fournie au bénéfice du regroupement de femmes montréalaises – le *Montreal Council of Women* – sur les pratiques de relations avec les clientèles ou les orientations tarifaires de la STM à Montréal. Un avis sur les tarifs campus pour les étudiants a été formulé par le Conseil en mars 2011 et par communiqué.

Fonctionnement des comités et dossiers

Quatre comités de travail permanents (secteurs ou projets) sont à l'œuvre sur une base statutaire, avec des mandats spécifiques reliés aux intérêts des usagers et de la communauté. À titre de rappel, nous les présentons ci-dessous avec leur description :

- 1- Affaires publiques, communications, et recrutement (magazine EN TRANSIT, site Internet, etc.)
- 2- Infrastructures et technologies (intermodalité, aéroports, etc.)
- 3- Financement des services et politiques de tarification
- 4- Programme d'éducation et de promotion des transports collectifs
- 5- Partenariat et coopération (ce comité a été aboli en 2010-2011)

Les comités les plus actifs sont d'abord celui des communications, dont le journal trimestriel EN TRANSIT reste la pièce maîtresse. Le renouvellement du site Internet a fait l'objet d'un encadrement très rigoureux, que ce soit pour la préparation d'un devis ou pour le lancement d'un appel d'offres.

Ensuite, pour une sixième édition cette année, un jury de sélection sous la présidence de Sylvain Lessard a été reconduit pour la sélection et la recommandation au Conseil des prix Guy-Chartrand, lequel est composé d'un effectif trié sur le volet pour sa rigueur et l'indépendance des délibérations :

- Madame Bernadette Brun (Voyagez Futé)
- Monsieur Cédric Essiminy (CAA-QC)
- Monsieur Charles Tanguay (Union des consommateurs)
- Monsieur Sylvain Lessard (secrétaire du conseil de Transport 2000)
- Monsieur Pierre E. Lachapelle (représentant des usagers)

Planification stratégique annuelle et Guide de l'utilisateur

Après plus de 30 ans d'existence, l'Association s'est dotée d'un plan stratégique de fonctionnement et de développement axé sur la mission et les fonctions de l'organisation. L'information aux usagers, la sensibilisation et la mobilisation font partie des orientations générales pour les années à venir dans la perspective d'une démarche pédagogique de responsabilisation, d'action communautaire autonome et de bonne gouvernance.

Plusieurs dossiers ont été identifiés dans le contexte d'un consensus émergent et de la popularité constante du **comité Infrastructures & technologies**. Les dossiers les plus actifs, dont certains sont déjà en chantier – train de l'est mais surtout SRB Pie-IX – et considérés en priorité, comme le train de l'ouest (ADM, AMT), dans le sillage de la reconstruction de l'échangeur Turcot à Montréal, retenaient fortement l'attention et l'énergie des administrateurs et du personnel (voir plan stratégique en annexe).

Mais au-delà des dossiers structurants ci-dessus, Transport 2000 Québec s'est engagée dans un grand chantier national : le **Guide de l'utilisateur**. Sous l'égide d'un comité directeur via le **comité Éducation et promotion des transports collectifs** – présidé par la vice-présidente du CA Michelle Delisle-Boutin - ce guide national a fait l'objet d'un lancement national à Québec le 17 septembre et d'un lancement métropolitain à Montréal le 22 septembre 2010. Une revue de presse exhaustive en fait état et contribue concrètement à la réduction des frontières en transport au Québec entre modes et territoire. Une large distribution de quelque 35 000 exemplaires a suivi l'opération.

Affaires publiques et communautaires

En plus d'avoir participé aux colloques de l'ATUQ, de l'AQTIM, l'Association a collaboré à certaines tables de l'Association québécoise du transport et des routes (AQTR) par une participation active à sa direction du transport des personnes, sans compter un panel sur les transports durables à l'Université Laval en novembre dernier dans la Capitale.

Transport 2000 Québec a été invitée à une présentation du Bureau de normalisation du Québec (BNQ) qui a défini une norme ISO 26 000 sur le thème *La responsabilité sociétale des organisations*, à la fin du mois de novembre. Parallèlement, la

Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM) a dévoilé une étude sur les avantages économiques du transport en commun et Transport 2000 a assisté à l'événement le même jour. Notre président a assisté également à une présentation des grands projets d'infrastructure de transport à l'occasion d'un séminaire de la CCMM. Le directeur a été panéliste lors d'une journée de réflexion sur le financement des réseaux de transport.

Un déjeuner-bénéfice a été organisé le lundi 14 février dernier, avec la participation du ministre des Transports du Québec à titre de conférencier d'honneur, attirant plus de 400 représentants d'entreprises et d'institutions diverses et pas seulement en transport. La promotion de l'activité a bénéficié d'un renouvellement du comité d'honneur sous la présidence de monsieur Pierre L. Gauthier (groupe Alstom Canada) et les membres suivants : messieurs, Jean-Luc Labrecque (AQTIM), Yves Devin (STM), Raymond Bachant (Bombardier), Jean-Jacques Beldié (ATUQ), Jean Corbeil (Club du rail canadien), Joël Gauthier (AMT). La présidence est rotative et chaque édition depuis 2005-2006 a connu un président différent.

Le point culminant de ce quasi-gala est la remise des **Prix Guy-Chartrand** dans trois catégories (action et mobilisation des usagers, développement et amélioration des transports collectifs, personnalité marquante du domaine du transport collectif. Les récipiendaires, respectivement engagés comme citoyens actifs, employé d'une organisation publique ou privée, ou encore un individu qui s'est démarqué sans nécessairement provenir du milieu des transports dans sa pratique politique ou professionnelle, furent ceux-ci :

- ✓ André Bélisle (Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique)
- ✓ Kathleen Saint-Yves (Société de transport de Laval)
- ✓ Jean-Luc Labrecque (Ville de Terrebonne, conseiller municipal)

Enfin, l'organisme a fait élire sa chargée de programme au conseil d'administration du Réseau québécois d'action communautaire autonome (RQACA), lequel réseau n'avait aucun(e) représentant(e) national(e) du secteur du transport des personnes, avec une participation à la Journée nationale de visibilité. L'organisme peut de cette manière avoir accès à des interlocuteurs nationaux et incidemment à des réseaux socio-communautaires régionaux tels que les corporations de développement communautaire (CDC), qui s'intéressent plus particulièrement aux questions du transport en région.

Partenariat et coopération

L'Association a mis fin à ses interventions visant à développer des activités analogues en pays du sud, compte tenu d'un manque d'intérêt des intervenants privés ou institutionnels (ex : Côte d'Ivoire où des tensions politiques et militaires ont eu cours pendant plusieurs années). Quant au comité, il a été dissout et s'intègre dorénavant aux autres fonctions de l'organisme compte tenu de ses valeurs qui sont déjà axées sur le partenariat et la coopération. Une assemblée générale extraordinaire aura permis le 7 avril dernier d'approuver une version cohérente des nouveaux règlements généraux (annexe 4).

4. PERSPECTIVES ET PLAN D'ACTION 2011-2012

Transport 2000 Québec entrera en 2012 dans sa 35^e année d'actions et d'interventions en transport des personnes. Par un heureux hasard, plusieurs anniversaires précéderont cette année cette date, dans le contexte du 150^e anniversaire du transport en commun dans la Métropole, du 175^e anniversaire du premier train de passagers au Québec, soit la liaison Laprairie-Saint-Jean-sur-Richelieu. Le plan stratégique de l'Association a été mis à jour pour la période 2011-2015 et se retrouve à l'annexe 3.

Défense collective des droits et représentation des usagers

Transport 2000 Québec a déposé une proposition de financement au Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS) pour l'organisation d'un Forum national sur le droit à la mobilité. L'objectif de cette activité, en partenariat avec des organisations nationales, consiste entre autres à promouvoir des changements législatifs dans la perspective d'une journée annuelle du droit à la mobilité au Québec. L'horizon privilégié est le printemps 2012 pour la tenue de ce forum.

Financement des services et politiques tarifaires

L'Association envisage de collaborer à l'examen de la politique québécoise de financement du transport collectif, directement ou indirectement, dans la perspective du Fonds vert créé en juin 2006 et qui permet de développer une nouvelle source de financement pour le transport en commun au Québec et la mise en place ces dernières années d'une approche plus large pour le développement de services de transport collectif en région. La participation de l'organisme à la Table permanente sur le transport collectif en milieu rural dénote un grand intérêt de l'Association pour ces questions et son engagement à collaborer activement aux travaux du Gouvernement et du Ministère des Transports. Ce dossier est complexe et a des incidences à la fois sur la demande et l'offre de transport des personnes au Québec; il mérite une attention toute spéciale.

Infrastructures, intermodalité et technologies

L'Association s'est engagé au fil des ans à soutenir toute initiative qui vise à mettre en place un train rapide entre le Québec et l'Ontario. Après avoir renforcé les liens depuis trois ans avec Transport 2000 Ontario (devenue Transport Action Ontario), l'organisme revendique la publication des études Ottawa-Toronto-Québec sur le lien ferroviaire potentiel et un projet de conférence nationale est élaboré pour l'horizon de février 2012, à l'aide d'un comité d'honneur, d'un comité scientifique et d'un comité organisateur.

Affaires publiques et communications

L'Association a élaboré un plan de communication à valider par son comité affaires publiques, communications et recrutement, en vue de produire un dépliant d'information et d'adhésion dans la perspective d'un dossier de présentation. Un certain nombre

d'activités sont à l'étude sinon en préparation : forum à l'automne sur la qualité des services de transport pour souligner les 150 ans du transport en commun urbain, célébration en train entre Saint-Jean-sur-Richelieu et Montréal pour commémorer les 175 ans du premier train de passagers, etc. Les membres de l'Association et divers partenaires seront mis à contribution à cet égard et aussi pour la réalisation d'autres programmes et projets identifiés dans cette section.

Programmes d'éducation et de promotion des transports collectifs

Transport 2000 Québec ne renonce pas à la traduction du Guide de l'utilisateur, avec pour titre provisoire certaines formules :

- *A Transit User's Guide in Québec : Alternatives to Private Automobile*
- *Getting Around in Québec Without a Car*

Par ailleurs, compte tenu du succès rencontré avec la publication du Guide de l'utilisateur et considérant la multiplication des chantiers de même qu'une expertise exceptionnelle en éducation du public avec le programme Journée de l'air pur entre 1996 et 2009, Transport 2000 Québec proposera au ministère des Transports du Québec un projet communautaire de promotion du transport en commun dans les grands centres urbains du Québec dans le contexte des chantiers routiers ou autoroutiers.

Après avoir proposé aux décideurs et intervenants la tenue d'un sommet national sur le transport des personnes en février dernier, Transport 2000 Québec soupèse diverses options relatives à l'avancement du transport en commun au chapitre du développement et de son utilisation : forum national, table métropolitaine des transports, etc. Le conseil d'administration formulera distinctement une proposition au Ministre des Transports.

5. RAPPORT FINANCIER 2010-2011

Transport 2000 Québec

Prévisions budgétaires 2011-2012

Produits

Ministère des Transports du Québec (MTQ)	43 510 \$
Secrétariat à l'action communautaire autonome (SACA) *	43 480 \$
Adhésions	2 750 \$
Dons ou commandites (DB)	50 000 \$
Déjeuner-bénéfice / vente de tables	50 000 \$
Événements spéciaux	10 000 \$
Programme fédéral d'emploi d'été pour étudiant	2 321 \$
Projets spéciaux	n.c.
Autres projets	9 000 \$
Divers	

Total	211 061 \$
--------------	-------------------

Charges

Ressources humaines (salaires & cotisations, formation)	126 700 \$
Locaux	16 065 \$
Télécommunications	4 380 \$
Achat d'équipement	4 000 \$
Frais de bureau	1 750 \$
Déplacements et transport	5 750 \$
Représentation	5 000 \$
Graphisme et impression	4 000 \$
Frais de poste et courrier	1 600 \$
Coût du déjeuner-bénéfice	25 000 \$
Événements spéciaux	4 000 \$
Embauche d'un étudiant - été 2011	2 321 \$
Entretien et réparations	2 500 \$
Vérification comptable	3 000 \$
Assurances (2)	1 500 \$
Livres & documentation	750 \$
Frais de banque & intérêts	1 000 \$
Cotisations & affiliations	600 \$
Projets spéciaux	n.c.
Divers & imprévus (contingence 1 %)	1 145 \$

Total	211 061 \$
--------------	-------------------

Surplus (déficit)	0 \$
-------------------	------

7. Annexes

Liste des membres du Conseil d'administration 2010-2011*

Nom et titre	Profession et occupation	Adresse civique
Robert Dubé Président	Président Atout personnel	65, rue Sherbrooke Est #1603 Montréal QC H2X 1C4
Michelle Delisle-Boutin Vice-présidente	Urbaniste, agente de développement - Communauto	4013, rue Cool Verdun QC H4G 1B3
Sylvain Lessard Secrétaire	Consultant en transports	326, rue Filiatrault Ste-Thérèse QC J7E 2H9
Myrosław Smereka Trésorier	M.Sc. Économique Consultant LPS	145, rue Longueuil, app. 5 St-Jean-sur-Richelieu QC J3B 8G1
Normand Parisien Directeur général	Gestionnaire B. Sc. Économique M.A.P.	10750, rue Sackville Montréal QC H2B 2X1
Luc Gagnon Administrateur	Conseiller principal, changements climatiques - Hydro-Québec	1721, Louis A. Venne no. 302 Montréal QC H2C 3J3
Diane Lemelin Administratrice	Avocate	750, rue Paul-Gauguin Laval QC H7X 3L5
Anthony Frayne Administrateur	Économiste	76, rue Courcellette Montréal QC H2V 3A6
Vincent-Carl Leriche Administrateur	Étudiant en communication	981, 13e avenue Laval QC H7R 4N5

* au 8 juin 2010

Revue de presse sommaire

1/04/10	Back to the drawing board for Bonaventure plan - The Gazette
1/04/10	Une taxe sur l'essence ? - La Presse
30/04/10	Métro de Montréal: CAF devra avoir les reins solides pour rester au Québec - LesAffaires.com
16/05/10	Unified métro fare would increase ridership, council told - The Gazette
19/05/10	Lien ferroviaire avec l'aéroport Montréal-Trudeau - ADM prend l'AMT de vitesse avec son aérotrain - Le Devoir
25/05/10	Harry Gow, l'homme aux multiples facettes - Le Droit
9/06/10	Congestion à Montréal et transport en commun - Jobboom
10/06/10	Projet de timbre sonore pour un trafic fluide dans le métro - Journal Métro
19/06/10	Public transit must be included in airport shuttle, say local MNA's and new coalition - West Island Gazette
14/07/10	It's back to square one on Montreal subway cars - Globe and Mail
14/07/10	Métro deal back to Square 1 - The Gazette
15/07/10	L'appel d'offres de la STM est une mauvaise nouvelle - Journal Métro
3/08/10	Bus service in Little Burgundy needs improvement - The Gazette
16/08/10	Métro de Montréal - Des rails ou la cour, dit Zhuzhou - Le Devoir
31/08/10	Lectures and other events of interest - The Gazette
1/09/10	La climatisation du métro est un gaspillage énergétique, dit Transport 2000 - Le Devoir

13/09/10	Smog Alerta at the Société de Transport de Laval (Transport 2000 Guy-Chartrand award) - CNW Telbec
17/09/10	Un guide pour mieux vous déplacer - Le Journal de Québec
17/09/10	Un premier guide panquébécois du transport en commun - Le Soleil
20/09/10	L'association Transport 2000 Québec présente un nouvel outil unique, le Guide de l'utilisateur - Le réseau d'information municipale (RIM)
21/09/10	Guide de l'utilisateur - Courrier du Sud
22/09/10	113 000 Montréalais sans auto, c'est possible - Journal Métro
23/09/10	Un pique-nique rare en plein centre-ville de Montréal - La Presse
5/10/10	Le contrat des wagons de métro accordé à Bombardier - The Gazette
7/10/10	Voitures de métro : la STM est satisfaite - Journal Métro
9/10/10	Monorail, anyone ? - The Gazette
28/10/10	La STM première de classe sur le continent - Le Devoir
23/10/10	La STM est la meilleure en Amérique du Nord - journal 24 Heures
7/11/10	Congestion du réseau routier - Le Soleil
11/11/10	Mobilisation Turcot ne baisse pas les bras - Le Devoir
16/11/10	Boost transit to avoid Turcot chaos: groups - The Gazette
30/11/10	Transit fares, taxes to jump by 4 per cent - The Gazette
1/12/10	Nouvelle hausse de tarifs à la STM - La Presse
1/12/10	Augmentation des tarifs à la STM - journal 24heures

1/12/10	CAA-Québec, partenaire d'information et de diffusion de Transport 2000 Québec - caaquebec.com/TouringExtra
1/12/10	Les transports alternatifs gagnent du terrain - espace D, magazine des caisses Desjardins
3/2/11	STM hopes to cash in with métro line sponsors - The Gazette
7/03/11	Jean-Luc Labrecque parmi les personnalités marquantes - Le Trait d'Union

Télévision - Radio

1/04/10	Une taxe sur l'essence ? - TVA
8/04/10	L'échangeur Turcot - Canal Vox
20/04/10	L'échangeur Turcot - TVA
22/04/10	Congestion sur l'échangeur Turcot - TVA
23/04/10	Échangeur Turcot : Québec rejette le projet de Montréal - RDI
23/04/10	Échangeur Turcot : Québec rejette le projet de Montréal - Mongrain
28/04/10	Échangeur Turcot - Radio centre-ville
28/04/10	New metro car contract up in air? - CJAD radio
17/05/10	STM : amendes dans le métro - TVA
17/05/10	Colloque sur les grands chantiers en transport - TVA
18/05/10	Dossier navette ferroviaire - TVA
21/05/10	Colloque sur l'électrification des transports - radio CIBL
7/06/10	Dépenses AMT & gouvernance - TVA

10/06/10	Hausse des bonis et des comptes de dépenses pour les cadres de l'AMT - La Presse Canadienne
13/07/10	La STM reprend tout à zéro / Saga des voitures de métro - Canal Argent
13/07/10	La STM reprend tout à zéro / Saga des voitures de métro - LCN
14/07/10	La STM et la saga des voitures de métro - La période de question, RDI
14/07/10	La STM et la saga des voitures de métro - radio de Radio-Canada
14/07/10	La STM et la saga des voitures de métro - Téléjournal midi, Radio-Canada
14/07/10	La STM et la saga des voitures de métro - radio CJAD
20/07/10	Amtrak-Adirondack - radio de Radio-Canada
16/08/10	Voitures AMT - Blainville : voitures à deux-étages - Canal Argent
16/08/10	Voitures AMT - Blainville : voitures à deux-étages - canal V
17/08/10	Action STM avec Bombardier - radio de Radio-Canada
19/08/10	Dossier SRB Pie-IX - Radio Centre-ville
30/08/10	La rentrée et la congestion dans les déplacements - radio de Radio-Canada
30/08/10	La rentrée et la congestion dans les déplacements - Radio-Canada
17/09/10	Lancement du Guide de l'utilisateur - radio de Radio-Canada - Québec
17/09/10	Lancement du Guide de l'utilisateur - radio CHOI FM (Québec)
17/09/10	Contraventions de la STM dans le métro - émission JE - TVA
20/09/10	Lancement du Guide de l'utilisateur - Radio Ville-Marie
21/09/10	Climatisation autobus-métro - CTV

21/09/10	Stationnement incitatif - TVA
22/09/10	Lancement du Guide de l'utilisateur - Canal Argent
24/09/10	Lancement du Guide de l'utilisateur - Radio Centre-Ville
29/09/10	Guide de l'utilisateur - Salut, bonjour ! TVA
30/09/10	Échangeur Turcot - TVA
5/10/10	Le contrat des wagons de métro accordé à Bombardier - RDI matin
5/10/10	Le contrat des wagons de métro accordé à Bombardier - La période de questions - Radio-Canada
5/10/10	Le contrat des wagons de métro accordé à Bombardier - Radio-Canada nouvelles
5/10/10	Le contrat des wagons de métro accordé à Bombardier - Canal Argent
5/10/10	Le contrat des wagons de métro accordé à Bombardier - radio CJAD
5/10/10	Le contrat des wagons de métro accordé à Bombardier - radio CPAM
5/10/10	Le contrat des wagons de métro accordé à Bombardier - LCN
5/10/10	SLR sur la Rive-sud - Canal Vox
18/10/10	Délais dus à la congestion - TVA
19/10/10	ADM : stationnement et transport - TVA
19/10/10	ADM : stationnement et transport - canal Argent
9/11/10	Réfection de l'échangeur Turcot : le projet de Québec est « sournois et malhonnête », dit Richard Bergeron - radio de Radio-Canada
9/11/10	Réfection de l'échangeur Turcot - Radio Centre-ville
21/11/10	Turcot et l'entrée dans la région métropolitaine - radio communautaire de Drummondville

22/11/10	Suivi – dossier Turcot – TVA
25/11/10	PTI de l'AMT & Pie IX – LCN
30/11/10	Nouvelle hausse de tarifs à la STM – CBC radio
30/11/10	Nouvelle hausse de tarifs à la STM – TVA
1/12/10	STM will hike fares yet again – ctvmontreal.ca
9/12/10	Tarification à la station de métro Longueuil et immobilisation sur la Rive-sud – Canal Vox Rive-sud
6/01/11	Amendes de la STM dans le métro – TVA
11/01/11	La STM propose à des usagers une réduction de leur amende en échange de la signature d'un plaidoyer de culpabilité – TVA
16/01/11	Une nouvelle convention collective pour les chauffeurs de la STL – radio de Radio-Canada
20/01/11	Congestion, péage et transport collectif – radio 98.5 FM

Plan stratégique 2011-2015

1. La Vision

Un réseau de transport collectif au Québec qui soit efficace, équitable, abordable, accessible, intégré aux autres modes et contribuant à la protection de l'environnement.

2. Les Valeurs

- Défense des droits collectifs des usagers
- Engagement
- Équité régionale
- Esprit de collaboration
- Usage efficace des ressources
- Protection de l'environnement

3. La Mission

Promouvoir le transport collectif dans la perspective du développement durable et du mieux-être des communautés.

4. Les enjeux-défis

4.1 Les enjeux externes

- La bonne gouvernance des institutions
- L'établissement de politiques tarifaires équitables et abordables
- L'équité inter et intra régionale dans l'offre de services
- La planification des transports et l'intégration des services
- La gestion de l'énergie et les changements climatiques
- Le financement du transport collectif : exploitation et entretien, renouvellement des équipements et nouveaux projets
- L'impact environnemental des projets de transport
- La collaboration avec les autres associations
- L'optimisation des ressources relatives au transport en commun
- L'amélioration de l'offre en transport en commun

4.2 Les enjeux internes

- Le financement de l'association
- L'augmentation du membership
- La nécessité d'un plan de communications
- La mise à jour du site Internet

5. Les objectifs stratégiques

1. Assurer la défense collective des droits des usagers;
2. Faire du transport en commun une des grandes priorités nationales au Québec;
3. Favoriser l'accessibilité et l'équité inter et intra régionale dans l'offre de services de transport collectif;
4. Promouvoir l'établissement de politiques tarifaires équitables et abordables pour tous;
5. Appuyer les regroupements d'usagers en région;
6. Promouvoir le développement de l'offre de services en transport en commun par les moyens les plus efficaces;

6. Les projets prioritaires

Il est résolu que Transport 2000 mobilise ses partenaires de la société civile et tous les paliers de gouvernement et leurs agences et organismes afin d'accélérer l'achèvement ou la réalisation des sept projets suivants :

1. Rétablissement de la voie réservée aux autobus au centre du boulevard Pie-IX à Montréal et Laval;
2. Mise en œuvre du train de l'Est entre Montréal et Mascouche/Repentigny;
3. Implantation d'un lien ferroviaire efficace et intégré entre l'ouest de l'île de Montréal, l'aéroport international de Montréal (Dorval-Pierre-Trudeau) et le centre-ville;
4. Modernisation des services ferroviaires passagers dans le corridor Québec-Windsor;
5. Implantation d'un tramway au cœur de la région de la capitale nationale (Québec);
6. Implantation d'un tramway au centre-ville de Montréal;
7. Appuyer les études sur les prolongements de métro à Montréal et Longueuil;
8. Assurer un mode de transport en commun lourd sur le nouveau Champlain;
9. Assurer une place adéquate au transport en commun lors de la réfection de l'échangeur Turcot à Montréal.



RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX

**Adoptés à l'unanimité par
le conseil d'administration le 16 mars 2011**

et

**adoptés à l'unanimité par
l'assemblée générale extraordinaire du 7 avril 2011**

TABLE DES MATIERES

I DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
1 Dénomination sociale.....	5
2 Siège social.....	5
3 Territoire	5
4 Mission	5
5 Objectifs stratégiques	5
II MEMBRES	6
6 Catégories de membres.....	6
7 Conditions d'admission	6
8 Condition de continuité d'adhésion	6
9 Cotation annuelle.....	7
10 Carte de membre	7
11 Démission.....	7
12 Suspension ou exclusion.....	7
13 Rémunération.....	7
III ASSEMBLÉE GÉNÉRALE	8
14 Composition et droits.....	8
15 Convocation de l'assemblée générale annuelle	8
16 Assemblée générale extraordinaire.....	9
17 Ordre du jour de l'assemblée générale annuelle	9

18 Quorum	9
19 Vote	10
IV CONSEIL D'ADMINISTRATION	10
20 Nombre d'administrateurs	10
21 Éligibilité à un poste d'administrateur	10
22 Élection et durée des mandats	11
23 Vacance	11
24 Devoir des administrateurs	11
25 Réunions du conseil d'administration	12
26 Ordre du jour	12
27 Quorum	12
28 Code d'éthique des administrateurs et de la direction générale	13
29 Dispositions législatives	14
V OFFICIERS	14
30 Président	14
31 Vice-président	15
32 Secrétaire	15
33 Trésorier	15
34 Direction générale	15
VI COMITÉS	16
35 Comités permanents	16
36 Comités ad hoc	16
VII FINANCES	16
37 Affaires financières	16

38 Exercice financier	16
VIII DIVERS.....	17
39 Modifications aux règlements généraux	17
40 Tenue des assemblées générales	17
41 Assurance responsabilité des administrateurs	17
ANNEXE	18

I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1 Dénomination sociale

Dans les présents règlements généraux, le mot « Association » désigne l'organisme *Transport 2000 Québec*.

L'Association est une corporation sans but lucratif à responsabilité limitée, créée en vertu de la 3^e partie de la loi sur les compagnies du Québec. Les lettres patentes de l'Association ont été enregistrées le 14 juillet 1977 sous le numéro C-755 folio 70.

2 Siège social

Le siège social de l'Association est situé dans la ville de Montréal, province de Québec ou à tout autre endroit dans la province désignée par le conseil d'administration.

3 Territoire

L'Association exerce son action sur tout le territoire de la province de Québec, mais peut aussi effectuer des activités hors de ce territoire.

4 Mission

La mission de l'Association est de promouvoir le développement des transports collectifs dans la perspective du développement durable et du mieux-être des communautés.

5 Objectifs stratégiques

L'Association se donne les objectifs stratégiques suivants :

1. Assurer la défense collective des droits des usagers;
2. Favoriser l'équité inter et intra régionale dans l'offre de services de transport collectif;
3. Promouvoir l'accessibilité aux moyens de transport collectifs efficaces pour le plus grand nombre possible de personnes au Québec;
4. Promouvoir l'établissement de politiques tarifaires équitables et

abordables pour tous;

5. Promouvoir le développement des moyens de transport les plus efficaces;
6. Appuyer les regroupements d'usagers en région;
7. Promouvoir le développement de l'offre de services en transport en commun;
8. Assurer le rayonnement de l'association.

II MEMBRES

6 Catégories de membres

il y a deux (2) catégories de membres :

- Membre corporatif : toute personne morale qui appuie la mission de Transport 2000 Québec.
- Membre individuel : toute personne physique qui appuie la mission de Transport 2000 Québec.

Les deux catégories de membres doivent défrayer annuellement la cotisation approuvée par l'assemblée générale, qui est publiée en annexe des présents règlements généraux.

7 Conditions d'admission

Toute personne physique ou morale qui souscrit aux buts généraux de l'Association et qui se conforme aux conditions d'admission incluses dans les présents règlements généraux peut y adhérer.

8 Condition de continuité d'adhésion

Pour être en règle, le membre devra verser chaque année une cotisation au cours du mois où il est devenu membre et au plus tard soixante (60) jours après le mois anniversaire.

9 Cotisation annuelle

Le conseil d'administration fixe le montant de la cotisation annuelle de même que le moment, le lieu et la manière d'en effectuer le paiement. L'assemblée générale doit donner son approbation.

10 Carte de membre

Le conseil d'administration, aux conditions qu'il déterminera, doit pourvoir à l'émission d'une carte de membre en règle, et ce, dans les trente (30) jours suivant le paiement de sa cotisation.

11 Démission

Tout membre peut démissionner en adressant un avis écrit à cet effet au secrétariat de l'Association. Cette démission prend effet dès la réception de cet avis.

Le non-paiement de la cotisation annuelle dans les délais prévus à l'article 8 constitue une démission de fait. Elle devient effective à la date d'échéance mentionnée.

12 Suspension ou exclusion

Le conseil d'administration peut suspendre ou exclure un membre qui enfreint les règlements généraux de l'association ou dont la conduite ou les activités sont jugées nuisibles à l'association.

Avant toute suspension ou exclusion d'un membre, le conseil d'administration doit donner l'occasion à ce dernier d'être entendu et l'aviser du moment où une décision sera prise.

Si le conseil d'administration décide de suspendre ou d'exclure un membre, il doit en informer l'assemblée générale lors de la session qui suit.

La décision du conseil d'administration de suspendre ou d'exclure un membre ne peut être finale. Le membre qui se sent lésé a le droit de se faire entendre devant l'assemblée générale, laquelle pourra réviser la décision du conseil d'administration. Le verdict de l'assemblée générale est sans appel.

13 Rémunération

Aucun membre n'est rémunéré pour les services rendus pour l'Association ou en son nom.

En conformité avec la politique de remboursement, la direction générale peut rembourser à un membre de l'Association ou un employé des frais de représentation, transport, séjour et autres dépenses raisonnables d'un montant maximum de cinq-cents (500) dollars, au-delà duquel la demande de remboursement devra être présentée au conseil d'administration.

Le conseil d'administration établit les normes et les politiques relatives aux frais de représentation et aux conditions de remboursement.

III ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

14 Composition et droits

L'assemblée générale est composée de l'ensemble des membres de l'Association. Pour participer comme membre à une assemblée générale, un membre doit être adhérent depuis 21 jours à la date de ladite assemblée.

Toutefois, les employés de l'Association peuvent assister à l'assemblée générale, mais n'ont pas droit de vote. Cette disposition relative aux employés s'applique également à la tenue de toute assemblée générale extraordinaire.

L'assemblée générale est souveraine. Elle dispose des pouvoirs suivants qui lui sont conférés par les présents règlements généraux :

- Elle fixe les orientations générales de l'Association;
- Elle détermine les priorités d'action et les objectifs annuels;
- Elle reçoit le rapport annuel d'activités du conseil d'administration, l'évalue et statue sur les propositions présentées par le conseil d'administration ou tout autre comité formé par l'assemblée générale;
- Elle élit les représentants des membres au conseil d'administration;
- Elle adopte et modifie les statuts et règlements généraux et internes de l'Association;
- Elle voit aux affaires légales et financières de l'Association dont :
 - l'adoption du rapport de l'expert comptable et du rapport d'activités;
 - l'adoption du procès-verbal de la dernière assemblée générale;
 - la nomination de l'expert comptable pour le prochain exercice financier.

15 Convocation de l'assemblée générale annuelle

L'assemblée générale annuelle des membres a lieu dans les 120 jours qui suivent la fin de l'exercice financier annuel. Le conseil d'administration fixe la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale. Un avis de convocation, jugé

convenable par le conseil d'administration, est adressé à tous les membres, au moins 21 jours avant l'assemblée générale. L'assemblée générale peut, par règlement, fixer tout autre mode de convocation.

16 Assemblée générale extraordinaire

Le conseil d'administration peut, selon les besoins de la cause, convoquer une assemblée générale extraordinaire au lieu, à la date et à l'heure qu'il fixe. Le secrétaire est alors tenu de convoquer les membres à cette assemblée générale extraordinaire au minimum 21 jours avant sa tenue.

Sur demande écrite d'un minimum de 15 membres, ou 5% de l'ensemble des membres s'il y a plus de 300 membres, une assemblée générale extraordinaire doit être convoquée. Le secrétaire est alors tenu de convoquer les membres à cette assemblée générale extraordinaire au minimum 21 jours avant sa tenue.

L'avis de convocation doit expliquer les motifs de l'assemblée générale extraordinaire.

Ne devront être traités, lors de l'assemblée générale extraordinaire, que les sujets indiqués à l'ordre du jour envoyé aux membres.

17 Ordre du jour de l'assemblée générale annuelle

L'ordre du jour de toute assemblée générale annuelle doit contenir au minimum les sujets suivants :

- l'adoption du procès-verbal de la dernière assemblée générale, le projet d'ordre du jour, le rapport des états financiers et les différents rapports;
- l'approbation du rapport des activités et des réalisations de l'Association depuis la dernière assemblée générale;
- l'adoption des prévisions budgétaires;
- la nomination de l'expert comptable;
- l'approbation des règlements généraux, nouveaux et modifiés, adoptés par les administrateurs depuis la dernière assemblée générale;
- l'élection d'un président d'assemblée par les membres, dès le début de l'assemblée générale. Aucun administrateur, employé ou candidat à un poste d'administrateur de l'Association ne peut occuper ce poste lors d'une assemblée générale. Cette disposition s'applique également à la tenue de toute assemblée générale extraordinaire;
- l'élection ou la réélection des administrateurs.

18 Quorum

Le quorum de toute assemblée générale est constitué d'un minimum de 15 membres en règle.

19

Vote

Chaque membre en règle présent lors d'une assemblée générale a un droit de vote. Le vote par procuration est prohibé. En cas d'égalité des voix, le vote du président du conseil d'administration est prépondérant.

À moins de dispositions contraires dans les lois ou les présents règlements généraux, toutes les propositions soumises par l'assemblée générale des membres seront adoptées à la majorité des voix exprimées à cinquante pour-cent plus un (50 % +1).

Un vote lors d'une assemblée générale est a priori à main levée, sauf si deux (2) membres présents réclament un vote secret. En cas de vote secret, l'assemblée générale désigne deux (2) scrutateurs. Aucun administrateur, candidat à un poste d'administrateur ou employé de l'association ne peut être scrutateur lors d'une session de l'assemblée générale. Les scrutateurs sont chargés de distribuer et de recueillir les bulletins de vote, compiler le résultat, et le communiquer au président de l'assemblée. Lorsque le président d'assemblée déclare qu'une résolution a été adoptée à l'unanimité, adoptée par une majorité spécifiée ou rejetée, une inscription est faite au procès-verbal de l'assemblée générale. Le résultat du vote et des voix exprimés est inscrit au procès-verbal.

IV CONSEIL D'ADMINISTRATION

20

Nombre d'administrateurs

Les affaires de l'Association sont administrées par un conseil d'administration composé d'un maximum de neuf (9) administrateurs élus par l'assemblée générale. Le directeur général, à titre de principal dirigeant de l'Association, n'est pas membre du conseil d'administration, mais assiste d'office aux réunions.

21

Éligibilité à un poste d'administrateur

Pour être élu membre du Conseil, il faut :

- être membre en règle de l'Association;
- être présent à l'assemblée générale au moment de l'élection ou avoir signifié par écrit son accord pour être candidat à un poste du conseil d'administration;

- Pour être autorisée, chaque candidature doit être appuyée par un membre en règle et recevoir l'assentiment du candidat;
- se conformer au code d'éthique de l'Association;
- ne pas être employé rémunéré de l'Association.

Ne peut être candidat à une fonction d'administrateur tout représentant d'un organisme du secteur public ou parapublic québécois ou canadien. Un employé du secteur public ou parapublic québécois ou canadien peut être membre du conseil d'administration, mais ne doit pas agir à titre de représentant de son employeur.

22 Élection et durée des mandats

Les membres du conseil d'administration sont élus par l'assemblée générale pour un mandat de deux ans. Pour assurer la continuité au sein du conseil d'administration, les mandats de deux (2) ans des administrateurs doivent se chevaucher de la façon suivante : quatre (4) postes les années paires et cinq (5) postes les années impaires.

23 Vacance

S'il se produit une vacance au sein du conseil d'administration, les administrateurs peuvent nommer un administrateur intérimaire, choisi parmi les membres en règle de l'association; celui-ci siégera au Conseil jusqu'à la prochaine assemblée générale où son poste sera soumis à une élection.

24 Devoir des administrateurs

Le conseil d'administration est élu pour administrer les affaires de l'Association :

- Il accomplit tous les actes nécessaires à la réalisation des buts que poursuit l'Association conformément aux lois et aux présents règlements généraux. Il peut adopter ou modifier les règlements généraux; ces modifications demeurent en vigueur jusqu'à la prochaine assemblée générale. Il adopte les résolutions essentielles à la poursuite de la mission de l'Association.
- Il prend les décisions concernant l'embauche des employés, les achats et les dépenses qu'il peut autoriser, les contrats et les obligations qu'il peut engager. Un budget annuel doit être adopté par l'assemblée générale annuelle.
- Il voit à ce que les règlements généraux et les résolutions soient appliqués.

- Il est responsable de préparer, pour les soumettre à l'assemblée générale des membres, les orientations de travail, le plan stratégique de l'Association, les priorités et le programme d'activités de l'Association pour l'année à venir.
- Il est responsable de la création des comités permanents et ad hoc de travail du conseil d'administration; il en détermine le mandat l'échéancier et reçoit pour étude et approbation les rapports de ces comités.
- Il propose à toute assemblée générale un président d'assemblée.
- Il établit une politique de remboursement sur les frais de voyage et de représentation.

25 Réunions du conseil d'administration

Le conseil d'administration doit se rencontrer aussi souvent que nécessaire pour assurer la poursuite des activités de l'Association, mais il doit tenir un minimum de six (6) rencontres par année.

Le secrétaire doit transmettre aux administrateurs et au directeur général un avis écrit de convocation, un ordre du jour ainsi que tous les documents devant servir à la tenue de la réunion cinq (5) jours avant chaque réunion. Le président, en collaboration avec les autres membres du conseil d'administration, fixe la date des réunions.

Les administrateurs peuvent, sur demande écrite au secrétaire, ordonner la tenue d'une réunion du conseil d'administration et en fixer la date, l'heure et l'endroit, ainsi qu'en établir l'ordre du jour. Les administrateurs à la majorité des voix pourront renoncer audit délai de cinq (5) jours pour des raisons d'urgence ou aux fins d'une réunion extraordinaire.

Tout membre en règle de l'Association peut assister aux réunions du conseil d'administration à titre d'observateur, sauf en cas de huis clos tel que déterminé par le conseil d'administration.

26 Ordre du jour

L'ordre du jour doit toujours préciser les sujets à discuter.

27 Quorum

Le quorum est de cinq (5) membres du CA en tout temps.

Tout administrateur ou membre de la direction générale de l'Association doit agir dans le meilleur intérêt de celle-ci et de ses membres.

Tout administrateur ou membre de la direction générale doit respecter la loi de même que les statuts et règlements généraux de l'Association ainsi que les différentes politiques et directives édictées par celle-ci. Il doit en tout temps agir avec honnêteté, civilité, loyauté, prudence, diligence, efficacité, assiduité et équité. Il doit mettre à profit ses connaissances, ses aptitudes et son expérience de manière à remplir adéquatement ses fonctions. Il doit veiller à consacrer à sa fonction le temps et l'attention raisonnablement requis dans les circonstances.

Tout administrateur ou membre de la direction générale doit, en cas de doute, agir selon l'esprit des principes et des règles contenus dans les présents règlements généraux.

Tout administrateur ou membre de la direction générale doit respecter la confidentialité des délibérations du conseil et des documents internes remis à ses membres. Il ne doit pas divulguer ce dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Tout administrateur ou membre de la direction générale doit éviter de se placer dans une situation de conflit entre son intérêt personnel et les obligations de ses fonctions. Il doit dénoncer au conseil d'administration tout intérêt direct ou indirect qu'il a dans un organisme, une entreprise ou une association susceptible de le placer dans une situation de conflit d'intérêt. Il devra s'abstenir de participer à toute délibération et à toute décision portant sur l'organisme, l'entreprise ou l'association dans laquelle il a cet intérêt. Il doit en outre se retirer de la séance pour la durée des délibérations et du vote relatifs à cette question.

Tout administrateur ou membre de la direction générale ne peut confondre les biens de l'Association avec les siens et ne peut les utiliser à son profit ou au profit de tiers.

Tout administrateur ou membre de la direction générale ne peut utiliser à son profit ou au profit de tiers l'information obtenue dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Tout administrateur ou membre de la direction générale ne peut, directement ou indirectement, accorder, solliciter ou accepter une faveur ou un avantage indu pour lui-même ou pour un tiers.

Tout administrateur ou membre de la direction générale qui a cessé d'exercer ses fonctions ne doit pas divulguer d'informations non disponibles ou non publiques ou donner des conseils fondés sur ces informations concernant l'Association.

Tout administrateur ou membre de la direction générale ne peut être impliqué dans des agissements qui seraient susceptibles de discréditer l'Association.

Tout administrateur ou membre de la direction générale a le devoir d'informer le conseil d'administration de toute situation dérogatoire aux présents règlements généraux.

29 Dispositions législatives

Plusieurs lois et règlements créent des devoirs et obligations pour les administrateurs de personnes morales. Ces devoirs et obligations s'appliqueront mutatis mutandis à tout membre du CA et de la direction générale. Plus particulièrement, les articles 321 à 326 du Code civil du Québec énoncent les devoirs et obligations généraux de tout administrateur. Toute modification législative du code civil du Québec s'applique par inférence aux présents règlements généraux, sans obligation de mise à jour de ceux-ci.

V OFFICIERS

30 Président

Le président est l'officier exécutif de l'Association.

Il est responsable de l'exécution, de la mise en œuvre et du suivi, des décisions du conseil d'administration et de l'assemblée générale. Il préside les réunions du conseil d'administration, propose les orientations et le plan de travail et en assure le bon fonctionnement.

Il est le porte-parole officiel de l'Association et du conseil d'administration. Il assure la représentation officielle de l'Association et du conseil d'administration. Il peut déléguer ce rôle à un autre membre du conseil d'administration ou à la direction générale.

Il est responsable de la préparation du rapport annuel des activités de l'Association, bilan qui doit être soumis aux membres lors de l'assemblée générale annuelle.

Il est l'une des trois (3) personnes désignées pour signer les chèques et autres effets de commerce ainsi que les contrats. Dans tous les cas susmentionnés, deux (2) signatures sont nécessaires.

31 Vice-président

Le vice-président remplace le président en son absence et il exerce alors toutes les prérogatives du président. Il travaille également en coopération avec le président sur tous les dossiers nécessitant son appui.

32 Secrétaire

Le secrétaire rédige les procès-verbaux des assemblées générales et du conseil d'administration. Il convoque les réunions du conseil d'administration et des assemblées générales. Il a la garde des archives, des procès-verbaux, des registres des membres et des administrateurs.

33 Trésorier

Le trésorier supervise l'administration financière de l'Association. Il est responsable de la préparation des prévisions budgétaires et des états financiers annuels pour l'assemblée générale.

Il est l'une des trois (3) personnes désignées pour signer les chèques et autres effets de commerce ainsi que les contrats. Dans tous les cas susmentionnés, deux (2) signatures sont nécessaires.

34 Direction générale

La direction générale possède les pouvoirs de gestion des affaires financières jusqu'à un seuil de cinq mille (5 000 \$) dollars au-delà duquel elle devra obtenir l'approbation du conseil d'administration.

Elle assiste d'office aux réunions du conseil d'administration, mais ne possède aucun droit de vote.

La direction générale est embauchée par contrat de travail sur décision du conseil d'administration.

Elle gère les ressources humaines, financières et matérielles de l'Association.

Elle exécute les décisions du conseil d'administration et de l'assemblée générale.

Elle fait ses recommandations au conseil d'administration sur les affaires de

l'Association.

Elle est l'une des trois (3) personnes désignées pour signer les chèques et autres effets de commerce ainsi que les contrats. Dans tous les cas susmentionnés, deux (2) signatures sont nécessaires.

VI COMITÉS

35 Comités permanents

Quatre (4) comités permanents sont constitués par le conseil d'administration en vue de réaliser la mission de l'Association :

- comité des affaires publiques, des communications et du recrutement;
- comité sur l'éducation et la promotion des transports collectifs;
- comité du financement des services et de la tarification des transports;
- comité sur les infrastructures et les technologies.

36 Comités ad hoc

Le conseil d'administration peut créer et dissoudre des comités ad hoc au besoin.

Le conseil d'administration délègue un administrateur en tant que président du jury de sélection des prix Guy-Chartrand, pour la remise de prix dans les catégories suivantes :

- action et mobilisation des usagers;
- développement et amélioration des transports collectifs;
- personnalité marquante du domaine du transport collectif.

VII FINANCES

37 Affaires financières

Le conseil d'administration détermine l'institution financière où les dépôts doivent être effectués.

38 Exercice financier

L'exercice financier de l'Association débute le 1^{er} avril et se terminera le 31 mars de chaque année.

Les livres de l'Association sont mis à jour, pour la tenue de l'assemblée générale annuelle, à la fin de chaque exercice financier.

Ces livres peuvent être consultés, aux heures d'ouverture du siège social, par tous les membres en règle qui en feront la demande par écrit.

Les livres et les états financiers de l'Association seront vérifiés chaque année, dans les deux mois suivant l'expiration de l'exercice financier, par l'expert comptable nommé à cette fin lors de la précédente l'assemblée générale annuelle.

VIII DIVERS

39 Modifications aux règlements généraux

Le conseil d'administration peut abroger ou modifier toute disposition des présents règlements généraux.

Toute abrogation ou modification demeurera en vigueur jusqu'à la prochaine Assemblée générale annuelle ou extraordinaire. Si cette abrogation ou modification n'est pas approuvée aux deux tiers (2/3) des voix des membres durant cette dite assemblée, elle cesse d'être en vigueur immédiatement.

40 Tenue des assemblées générales

La tenue des assemblées générales est guidée par le Code Morin.

41 Assurance responsabilité des administrateurs

Tout administrateur est couvert par une assurance responsabilité, contractée par résolution du conseil d'administration.

ANNEXE



Cotisation des membres

Catégories	Tarifs
Membre individuel	5 \$
Membre corporatif Association ou organisme (OBNL)	Petit organisme : 100 \$ Grand organisme : 500 \$
Membre corporatif ¹ Entreprises	Petite entreprise : 100 \$ Moyenne entreprise : 250 \$ Grande entreprise : 500 \$ Très grande entreprise : 1000 \$

Tarification adoptée par les membres lors de l'AGA du 4 juin 2009
et modifiée lors de l'AGA du 3 juin 2010.

¹ Petite entreprise : 1 à 50 employés
Moyenne entreprise : 50-250 employés
Grande entreprise : 250-1000 employés
Très grande entreprise : plus de 1000 employés

Fiches signalétiques